

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LIBERALISME : LA DERNIERE IDEOLOGIE INTERNATIONALISTE

*

Mémoire de géopolitique
du commandant Christian ROSSI
dans le cadre de l'étude dirigée
“Courants idéologiques et géopolitique”

Directeur : Monsieur Jean Luc POUTHIER

Avril 2002

FICHE DE PRESENTATION

1. " Libéralisme : la dernière idéologie internationaliste"

2. Commandant Christian ROSSI

3. Avril 2002.

4. Division B, groupe 3.

5. Mémoire de géopolitique.

6. Synthèse :

Au cours des vingt dernières années les économies planifiées ont été mises en échec et l'influence du libéralisme n'a cessé de s'étendre, pour devenir la dernière idéologie internationaliste, au dépens des autres courants idéologiques comme principalement l'idéologie marxiste, mais aussi le juridisme et les droits de l'Homme.

Dans un premier temps, le présent mémoire explicite de quelle manière l'ouverture économique du monde n'a été interrompue que de la Première Guerre Mondiale à 1970. En second lieu, il s'agit de montrer comment après l'échec des économies planifiées, le libéralisme s'impose à l'économie mondiale, même si le retrait de l'Etat n'est finalement que partiel.

7. Mots clés :

Economie

Etat

Libéralisme

Marché

Mondialisation

Libéralisme: la dernière idéologie internationaliste?

SOMMAIRE

Partie I :

L'ouverture économique du monde n'a été interrompue que pendant 56 ans

1800-1914 : l'ouverture économique du monde

1914-1970 : le repli sur soi des économies nationales

Depuis 1970 : la mondialisation de l'économie

Partie II

Après l'échec des économies planifiées, le libéralisme s'impose à l'économie mondiale

L'échec des économies planifiées socialistes

Le libéralisme s'impose à l'économie mondiale

Le retrait de l'Etat n'est que partiel

Introduction

Qu'est ce que le libéralisme ?

Pour les économistes libéraux, il y a identité entre l'intérêt privé et l'intérêt collectif. Ainsi, pour Adam Smith, « en ne cherchant que son intérêt personnel, l'homme travaille d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler ».

Sous une forme plus sophistiquée, c'est le même message que l'on retrouve chez tous ceux qui jugent préférable une régulation par le marché à toute autre forme de régulation publique.

Le libéralisme économique reconnaît généralement une place à l'Etat, même dans le domaine économique. Mais il importe que cette présence économique de l'Etat soit minimale, et réduite à ce que le marché est, par nature, incapable de faire.

Tous les libéraux contemporains ne sont pas des intégristes du marché, même s'il constatent que ce dernier est efficace et bénéfique.

Au cours des vingt dernières années les économies planifiées ont été mises en échec et l'influence du libéralisme n'a cessé de s'étendre, au dépens des autres courants idéologiques comme principalement l'idéologie marxiste, mais aussi le juridisme et les droits de l'Homme. La faillite des régimes communistes a mis les partisans de l'intervention de l'Etat sur la défensive. Depuis, le débat politique s'enferme souvent dans une opposition entre les avocats du marché et ceux de l'Etat, qui défendent deux modes d'organisation antinomiques.

Force est de reconnaître que le libéralisme n'a cessé de s'étendre, pour devenir la dernière idéologie internationaliste. Depuis 1990, il semble que l'horizon du bonheur ne puisse être atteint que par le jeu des marchés et pourquoi pas l'élimination des règles de celui-ci.

Or, même si le libéralisme est reconnu de fait comme la seule voie à suivre, l'Etat n'a procédé qu'à un retrait en demi teinte et reste encore très présent.

Dans un premier temps, le présent mémoire explicitera de quelle manière l'ouverture économique du monde n'a été interrompue que de la Première Guerre Mondiale à 1970. En second lieu, il s'agira de montrer comment après l'échec des économies planifiées socialistes, le libéralisme s'impose à l'économie mondiale, même si le retrait de l'Etat n'est finalement que partiel.

1) L'ouverture économique du monde n'a été interrompue que pendant 56 ans

L'ouverture économique du monde s'inscrit dans une tendance lourde qui s'est développée depuis la fin des guerres napoléoniennes. Le contexte économique, social et culturel de cette ouverture s'appuie sur l'idéologie du marché¹. Cette idéologie s'appuie sur le triptyque suivant : le libre échange, la concurrence du marché du travail et l'étalon or. H. Bourguignat² insiste sur la tyrannie des marchés qui existait à la fin du 19^e siècle. L'âge d'or de la mondialisation se situe entre 1870 et 1914. L'idée selon laquelle la mondialisation serait un fait nouveau ne résiste pas à une comparaison avec le 19^e siècle³. Pendant cette période, les Etats nationaux étaient encore embryonnaires, les capitaux n'étaient soumis à aucune restriction, la circulation des hommes y était plus facile et enfin le capital et le travail étaient plus mobiles. Entre 1870 et 1914 trois grands flux migratoires se développent : entre l'Europe et l'Amérique du nord, au sein de l'Asie, de la Chine et de l'Inde vers l'Asie du sud-est, au sein de l'Europe. Le chiffre mondial des migrants est estimé à 100 millions.

Ce processus prend fin avec la Première Guerre Mondiale. Celle-ci marque la fin de l'ouverture économique du monde et annonce un repli sur soi des économies nationales. Cette phase de l'économie mondiale durera jusqu'en 1970.

En 1970 commence la deuxième ouverture du commerce mondial. Depuis le milieu des années 80, on a assisté à une intensification des échanges commerciaux entre pays riches, mais aussi à l'explosion des investissements à l'étranger. Aujourd'hui, la part du commerce mondial dans le produit mondial se situe autour de 20%, alors que ce chiffre était de 7% en 1950 et de 12% en 1913. Ces changements importants se nomment globalisation ou mondialisation.

11) 1800-1914 : l'ouverture économique du monde

Au 19^e siècle, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis représentent les quatre pays qui dominent le monde. A eux seuls, ils assurent les trois cinquièmes de la production mondiale.

¹ K. Polanyi, La grande transformation, 1994

² H. Bourguignat, La tyrannie des marchés, 1995

³ P. Giraud, L'inégalité du monde, 1996 ; D. Cohen, Richesse du monde, pauvreté des nations, 1997

Il est intéressant d'étudier dans un premier temps le développement du capitalisme marchand jusqu'en 1870 dans les pays les plus avancés puis les phénomènes économiques globaux, de 1870 à la Première Guerre Mondiale.

Les flux financiers prennent leur source dans les métropoles pour aboutir dans les colonies. Ainsi, les exportations de capitaux des pays développés ont pu atteindre 9 % du produit national brut au début du siècle dans le cas du Royaume Uni ou de la France, des niveaux inégalés à ce jour et qui ont incité certains auteurs à qualifier de « première globalisation » cette phase de l'histoire économique. Même si elle est parfaitement valable, l'expression peut toutefois sembler exagérée si l'on prend en compte le caractère limité dans l'espace du phénomène, sa dimension principalement financière et le fait qu'en dépit de progrès considérables, les moyens de communication de l'époque ne permettait pas une gestion globale du processus de production.

Etudions dans l'ordre, le cas de l'Angleterre, puis celui de la France, de l'Allemagne et enfin des Etats-Unis.

L'Angleterre est le berceau de la révolution industrielle. Alors que le marché intérieur est encore limité, les industries s'orientent vers l'exportation en produisant des cotonnades, des lainages, du fer et de l'acier. Au début du 19^e siècle, ces exportations progressent de 6% par an. Or, de 1780 à 1815, la lutte contre la France révolutionnaire empêche toutes exportations anglaises vers l'Europe et par ailleurs l'important marché des Etats Unis se ferme, ce qui met à mal l'économie britannique et provoque sa première crise.

Après la chute de Napoléon, les marchés mondiaux sont à nouveau accessibles. L'Europe est un débouché fructueux pour les machines. L'Amérique Latine et l'Extrême Orient sont la destination des cotonnades ainsi que des articles de consommation courante. En 1850, l'Angleterre est à l'origine du tiers des échanges mondiaux et stimule l'industrialisation d'autres pays.

En France, les industriels et commerçants n'ont pas su profiter de l'affaiblissement de l'Angleterre suite au blocus continental afin de dominer le marché européen ouvert par les armées de l'empereur. En revanche, Belges, Suisses et industriels de la Ruhr profitent de l'occasion.

Après la pause forcée due à la Révolution de 1789, l'industrie française progresse à un rythme soutenu de 2,5 % par an⁴, sans toutefois rattraper l'Angleterre.

Cette progression s'appuie sur une main d'œuvre rurale, nombreuse et bon marché.

N'étant pas en mesure de concurrencer les produits anglais sur les marchés mondiaux, l'industrie française se spécialise dans le commerce mondial des produits de luxe. Progressivement, la France se donne une industrie moderne qui se développe au fil du 19^e siècle.

Au début du 19^e siècle, l'Allemagne connaît un morcellement politique tel que l'émergence d'un marché homogène est fortement ralentie. Pour développer l'industrie allemande, bourgeois et fonctionnaires de Prusse protègent les industries naissantes de la concurrence extérieure et attirent les investissements étrangers. Ainsi naît en 1850 une unité économique d'une trentaine d'Etats, unifiés en 1877, regroupant 26 millions de consommateurs potentiels.

C'est grâce aux synergies dégagées du rapprochement des banquiers, des universitaires et des industriels que l'industrie devient particulièrement puissante. Ainsi en 1876 le cartel des maîtres de la Ruhr dominé par Haniel THYSSEN et KRUPP contrôle la moitié de la production industrielle du pays⁵.

Qu'en est il des Etats-Unis ? Freinée jusqu'en 1810 par la domination anglaise, la jeune industrie américaine se développe rapidement grâce à l'adaptation des techniques anglaises aux réalités du continent nord américain. On peut citer notamment en 1851 l'invention de la machine à coudre par Hélias HOWE et du télégraphe magnétique par MORSE. Le matériel agricole est fabriqué à la chaîne dès 1850 par Mac CORNCK. Ces progrès techniques sont amplifiés par l'importante immigration d'origine européenne. En 1855, le triomphe de la technologie est symbolisé par l'achat de la première machine outil yankee par le gouvernement anglais.

L'action de l'Etat fédéral, des Etats, des villes et collectivités locales pour lancer l'économie et assumer les risques laisse la place aux firmes privées après 1880. Ainsi, il convient de noter que la puissance américaine s'est affirmée dans le cadre d'une économie mixte et non pas dans une économie aussi libérale que l'on s'imagine couramment.

⁴ J.-P. Rioux, La révolution industrielle 1780-1880, collection Point, Seuil, France, p.106, 1971.

⁵ J.-P. Rioux, La révolution industrielle 1780-1880, collection Point, Seuil, France, p.111, 1971.

La première ouverture économique du monde est une phase marquée par la naissance de l'impérialisme.

Les relations internationales au 19^e siècle sont marquées par l'intensité des échanges commerciaux. Les nouveaux acteurs et vecteurs de l'impérialisme sont les groupes privés bancaires, industriels et commerciaux. Le rapprochement entre la politique et les affaires placent les intérêts économiques au centre du jeu politique. Les puissances industrielles s'imposent sur les voies de communication et les grands marchés mondiaux.

La domination économique prend trois formes : commerciale, d'investissement et d'endettement⁶. La domination commerciale est obtenue grâce au libre échange et à l'imposition d'accords commerciaux inégaux. Dans une logique de profit, les firmes investissent pour exploiter au maximum les ressources des pays dominés. L'endettement de ces derniers constitue quant à lui un moyen de domination classique. Les Etats emprunteurs comme la Grèce, l'empire Ottoman, le Mexique ou la Chine doivent présenter des garanties à leurs créanciers. Une partie des ressources de ces pays est donc asservie à l'étranger, ce qui réduit fortement leur souveraineté. Forts de leur supériorité économique, les puissances industrielles étendent le système capitaliste dans des régions du monde non capitalistes. Au 19^e siècle, le capitalisme européen domine le monde et mène à la ruine les industries naissantes d'Inde et d'Amérique Latine.

La révolution industrielle et l'imposition du libre échange qui en découle ont hiérarchisé les positions des différents Etats sur le plan économique. Cependant, en 1840, la moitié de la planète ne participe pas à l'économie mondiale. Or le besoin de débouchés commerciaux impose aux européens d'étendre leur domination en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.

L'Asie est soit colonisée au sens propre du terme (Inde anglaise, Indochine Française, Indonésie néerlandaise, Malaisie anglaise, Philippines espagnoles), soit sous forte influence occidentale. Des concessions sont cédées par la Chine et le Siam, ce qui permet aux produits manufacturés occidentaux de pénétrer dans ces pays à partir des zones portuaires. Il convient de noter que les Etats-Unis remplacent les

⁶ J. Bouvier, Les mécanismes de domination in P. Léon, Histoire économique et sociale du monde : la domination du capitalisme : 1840-1914, Armand Colin, France, p. 455-472, 1978.

espagnols aux Philippines en 1898. Enfin les Japonais⁷ vont contrer l'impérialisme européen en colonisant Formose (Taiwan) en 1895, les îles Sakhaline et la Manchourie au dépend des Russes en 1905, puis la Corée en 1910.

Intéressons nous aux phénomènes économiques globaux de 1870 à la Première Guerre Mondiale.

L'impérialisme se poursuit après 1870. La grande dépression due à la crise économique de 1873 à 1895 provoque le développement d'une deuxième génération de techniques et d'industries ainsi qu'un nouvel élan de colonisation et d'expansion à l'échelle mondiale. Ce processus est induit par le besoin croissant des puissances industrielles d'écouler leur production. La France et l'Angleterre se partagent le monde à la fin du 19^e siècle pour écouler leur surproduction mais aussi pour se procurer des matières premières à bas prix afin de réduire les coûts de production et restaurer les profits de leurs entreprises nationales.

En quelques dizaines d'années, la conquête de nouvelles colonies se propage. Par ailleurs, la dépendance économique et technologique de certains Etats leur attribue de fait le statut de semi-colonie, comme en Amérique Latine par exemple. Pour reprendre J. Bouvier⁸, une idéologie extraordinaire, identique sous des appellations différentes, vient dans les pays impérialistes, accompagner ou promouvoir, « la mission civilisatrice », « l'idée impériale » ou « la suprématie du mode de vie ».

En 1914 se juxtaposent dans toutes les colonies d'Asie, occidentales et japonaises, un secteur économique moderne et très restreint et un secteur traditionnel dans lequel vit la majorité de la population autochtone. L'absence de réglementation économique encourage la spéculation qui amplifie alors les conséquences des crises européennes. L'Inde quant à elle a tiré de la pax britannica des avantages indiscutables. Cependant, son économie est déséquilibrée, sur le plan sectoriel mais aussi sur le plan géographique car les investissements coloniaux privilégient les façades maritimes (Bombay, Calcutta).

Le Moyen-Orient n'échappe pas à l'influence européenne. A la fin du 19^e siècle, les Anglais sont présents en Afghanistan, en Arabie, en Egypte en Palestine et même en Iran dont ils disputent le contrôle aux Russes. La France, après l'Algérie, agrège la

⁷ M. Bastid, Les mondes asiatiques in P. Léon, Histoire économique et sociale du monde : la domination du capitalisme 1840-1914, Armand Colin, France, p. 529-558, 1978.

⁸ J. Bouvier, Les nouvelles dimensions de l'expansion, in P. Léon, Histoire économique et sociale du monde : la domination du capitalisme : 1840-1914, Armand Colin, France, p. 457, 1978.

Tunisie à son empire en 1882 puis soumet le Maroc à son protectorat en 1912. Le Moyen-Orient représente un intérêt stratégique pour la France et l'Angleterre.

Après les phases de partage, conclues par la Conférence de Berlin en 1885, l'Afrique noire au complet est sous la domination européenne. C'est au début du 20^e siècle que se met en place l'exploitation des colonies africaines où les grandes puissances industrielles contrôlent toute la politique économique.

En Amérique Latine, l'intervention économique des pays dominants se traduit par des investissements directs à la fin du 19^e siècle. Londres commence à investir dès 1850 et accélère ses transferts de 1882 à 1890 ainsi que de 1900 à 1913. Alors que les Allemands se manifestent en 1895, les placements français s'affirment de 1890 à 1913, tandis que les Américains prennent position dès 1898. L'Amérique Latine évolue dans le sillage de l'Europe puis des Etats-Unis et subit les soubresauts de leurs économies avec d'autant plus de force que la sienne est totalement dépendante. A partir de 1860 apparaissent les premières crises modernes, conséquence de la surproduction. Ces crises se caractérisent par le décalage entre la production offerte et la demande solvable. Quels que soient les pays, les conséquences de la crise sont toujours les mêmes. La baisse des prix et la réduction de la production entraînent de nombreuses faillites. L'augmentation du chômage et la baisse des salaires provoquent la chute de la consommation. Cette chute alimente alors la crise.

Les pouvoirs publics réagissent ponctuellement à la crise en favorisant le maintien de l'activité économique grâce à des commandes publiques et à des efforts d'équipement. Mais lorsque les recettes fiscales sont très faibles, on note une tendance commune à augmenter les droits de douane. C'est le cas de l'Allemagne en 1879, de la France en 1881, 1884, 1892, et des Etats-Unis en 1890. Seule l'Angleterre conserve sa position libre-échangiste mais le paie assez cher⁹.

Ce qui était vrai de l'Angleterre ne l'était logiquement pas des nations moins avancées dans le processus d'industrialisation. Tandis que le Royaume Uni se faisait le champion du libéralisme dans un monde qu'il dominait, l'Allemagne prébismarckienne, encore occupée à réaliser son union économique, se faisait l'apôtre de la protection des industries naissantes. Souvent attribuées à Friedrich List, l'idée que l'industrialisation ne peut être menée à bien sans une protection des industries dans l'enfance apparaît en réalité pour la première fois aux Etats-Unis sous

⁹ B. MARCEL et J TAEB, Crises d'hier, crises d'aujourd'hui : 1873, 1929, 1973, Circa, Nathan, France, p.208, 1996

la plume du ministre des finances Alexander Hamilton , dans son célèbre rapport sur les manufactures de 1791. Présente dès la fin du 18^o siècle, la tendance protectionniste domine aux Etats-Unis à l'issue de la Guerre de Sécession , qui voit la victoire des Etats industriels du Nord sur les Etats agricoles et libres échangistes du Sud. Elle le restera jusqu'à l'avènement de ce pays au rang de puissance hégémonique incontestée dans le monde occidental.

Si de 1895 à 1913, la Belle Epoque connaît une reprise économique grâce à la colonisation et à de nouvelles innovations techniques, il n'en demeure pas moins que la grande dépression économique de 1873 à 1895 lève le voile sur les tendances protectionnistes très marquées après la Première Guerre Mondiale.

Du début du 19^o siècle à la veille du premier conflit mondial, l'économie mondiale aura donc connu une phase quasi ininterrompue d'ouverture. Cette étape constitue l'âge d'or de la mondialisation, et n'a rien à envier dans sa forme à celle que l'on connaît aujourd'hui, même si en terme de volume et d'acteurs concernés, la différence est évidente. Cependant, la Première Guerre Mondiale, puis la grande crise de 1929, vont marquer la montée des nationalismes et l'avènement du protectionnisme. Après s'être développées de façon centrifuge, les économies vont se replier sur soi.

12) 1914-1970 : le repli sur soi des économies nationales

La vague d'expansion impérialiste des capitalismes nationaux qui prend naissance à la fin du 19^o siècle et continue au début du 20^o siècle est un des catalyseurs de la Première Guerre Mondiale. Or, cette dernière ne résout rien car, entraînés dans une logique d'accumulation et de production, les puissances industrielles ont toujours besoin d'expansion pour écouler leur production. Le monde connaît dans les années 20, la coexistence de la prospérité et de la crise, comme celle de 1929 qui entraîne le monde dans la récession.

Après les solutions expansionnistes qui ont cours jusqu'en 1914, des solutions internes sont mises en œuvre. Celles ci permettent alors le développement des marchés nationaux chez les pays industriels développés.

Le monde des années 30 est quant à lui éclaté, et ce pour quatre raisons. La première est que se développe dans la Russie devenue URSS, l'économie planifiée socialiste. La seconde est que l'Angleterre n'a plus les moyens de réguler le système de paiement international, alors que les Etats-Unis n'ont pas encore pris le relais. Enfin

et surtout, chaque grande puissance, confrontée aux difficultés de la crise, s'enferme dans un cocon, comme l'Angleterre avec le Commonwealth et la France avec son Empire, ou bien se replie sur son projet, à l'image des Américains avec le New Deal. Bien que d'inspiration libérale, le modèle américain adopté dans les années 30, avec le New Deal de Roosevelt les principes du Welfare State, ou Etat providence, dont le but est de réguler l'économie et d'assurer la justice sociale.

Le New Deal préfigure la régulation macro-économique keynésienne qui est à l'origine de la prospérité d'après-guerre dans les puissances industrielles dominantes. Dès 1933, l'Etat intervient directement dans la vie économique en imposant une régulation sociale à trois, entre l'Etat, les syndicats et les grandes entreprises. Le New Deal mis en œuvre par Roosevelt, peut être décomposé en deux périodes distinctes. Le premier New Deal, de mars à juin 1933, a une réelle orientation économique, alors que le deuxième, de 1935 à 1938, se concentre sur le domaine social. Le premier New Deal constitue un retour flagrant au dirigisme économique. Dans le but de contrôler la déflation, le gouvernement dévalue le dollar de plus de 40% et augmente les prix agricoles et industriels. Le dirigisme économique se traduit par l'imposition de quotas qui limitent la production industrielle, ainsi que par la limitation du temps de travail hebdomadaire à 36 heures dans les entreprises liées au National Industrial Recovery Act (NIRA). La production agricole n'échappe pas aux règles de limitation de production, avec l'application de l'Agricultural Adjustment Act.

Il est intéressant de comprendre pourquoi et comment l'Etat le plus libéral de la planète, suivi d'ailleurs par les puissances occidentales, a été amené à mettre en œuvre des mesures destinées à diriger l'économie. La pensée de Keynes n'est pas étrangère à ce processus.

Pour Keynes, au delà de l'état d'esprit des entrepreneurs, l'emploi ne dépend pas uniquement du jeu spontané des marchés mais aussi d'un facteur institutionnel : la politique économique. Keynes préconise la relance économique, qui consiste pour un Etat à intervenir afin de soutenir et augmenter la demande sous ses deux aspects, l'investissement et la consommation. Cette approche théorique justifie l'intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après la Seconde Guerre Mondiale, l'Etat intervient directement dans la régulation de l'économie par des politiques d'accélération et de freinage liées aux fluctuations conjoncturelles de l'activité.

Ainsi, la mise en place du New-Deal ouvre une période où, dans le cadre de l'Etat-Nation, l'Etat contrôle et régule l'activité économique¹⁰.

La désintégration progressive de l'étalon or à partir de la Première Guerre Mondiale devait entraîner la réapparition du contrôle des changes qui rendait possible l'utilisation des outils monétaires et budgétaires à des fins de régulation économique. Bien qu'instauré à nouveau partiellement dans les années 20, l'étalon or ne retrouve pourtant pas son ancienne crédibilité. Il ne résistera pas à la dépression durant la décennie suivante. La grande crise marque la fin d'une première phase d'internationalisation des économies et voit les réseaux commerciaux et financiers constitués dans le premier tiers du siècle se désintégrer sous l'effet de la montée généralisée du protectionnisme, de l'instabilité monétaire, de la multiplication des défauts de paiement et de l'assèchement des marchés financiers internationaux qui en résulte. Pour la première fois depuis les guerres napoléoniennes, la croissance des échanges revient en dessous de celle de la production mondiale.

Comme indiqué précédemment, les années 30 voient se développer l'économie planifiée socialiste au sein de la toute nouvelle URSS. De plus, chaque grande puissance se replie sur soi pour faire face aux difficultés dues à la crise de 1929. Parallèlement, Hitler mobilise les Allemands pour la grandeur nationale, le réarmement, et la conquête de l'Europe et du monde. C'est ainsi que le repli nationaliste des grandes puissances, conjugué à l'ambition démesurée de l'Allemagne d'Hitler mène à la Seconde Guerre Mondiale.

A l'issue de la guerre, le monde reste éclaté. Il s'organise autour de trois pôles différents qui sont : le bloc de l'Ouest sous l'égide des Etats-Unis, le bloc de l'Est dont le centre est l'URSS, et enfin le Tiers-Monde qui cherche sa place sur l'échiquier international.

Intéressons nous au rôle des pays du Tiers Monde dans l'économie de la planète, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.

Pendant dix ans après le deuxième conflit mondial, les pays du Tiers-Monde, qu'ils demeurent colonisés ou qu'ils aient accédé à l'indépendance, sont qualifiés de sous-développés. C'est en 1948, avec le point 4 de Truman, que les Etats-Unis établissent un plan d'assistance financière à ces pays. Celui-ci s'ajoute à l'aide multilatérale distribuée par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

¹⁰ J.-P. Thomas, Les politiques économiques au 20^e siècle, Coursus, Armand Colin, France, p. 37, 1994.

(BIRD) et la Banque Mondiale. Cependant les pays aidés se retrouvent dans une situation de dépendance vis à vis de leurs donateurs. Ainsi, l'impérialisme des anciennes puissances, notamment l'Angleterre et la France, est remplacé par celui des deux blocs idéologiques. Le développement des grandes puissances économiques ne passe désormais plus exclusivement par la domination politique et militaire mais par une domination économique dont la forme nouvelle est celle de l'élargissement du marché interne.

De 1945 à 1970, grâce à la régulation macro-économique keynésienne, les pays capitalistes connaissent une formidable période de croissance. Jamais auparavant le monde n'avait connu simultanément une telle progression de la production industrielle, soutenue par une demande solvable, et du commerce mondial. Ces progrès sont dus aux gains importants en matière de productivité, conséquence de la deuxième révolution industrielle qui a lieu entre les deux guerres. Les Etats-Unis s'imposent comme puissance industrielle dominante. L'Angleterre s'efface devant la France et l'Allemagne à la fin des années 60. Le Japon quant à lui vit une croissance plus vigoureuse que les pays précités. Dès le début du 19^e siècle, les Etats-Unis sont devenus la première puissance industrielle mondiale. L'URSS, suite à un long processus de rattrapage, parvient à la deuxième place en 1936.

La croissance inédite, qui dure de 1950 à 1970 et que Jean Fourastié nomme « les trente glorieuses »¹¹ fait naître chez les populations des pays dominants un sentiment de bien être. La croissance est perçue comme modèle, véritable source d'abondance et remède miracle contre les crises. Ainsi, P. Samuelson déclare en 1971 : « L'ère post-keynésienne s'est donné les moyens d'une politique économique permettant de créer le pouvoir d'achat indispensable pour éviter les grandes crises. Avec nos connaissances d'aujourd'hui, nous savons assurément comment éviter une récession économique. »¹²

Au début des années 70, les pays dominants sont persuadés d'avoir atteint l'âge d'or de la prospérité. Les pays socialistes pensent bientôt atteindre la société de consommation de masse. Les pays du Tiers-Monde, quant à eux, espèrent s'émanciper des économies dominantes grâce à des tentatives de développement

¹¹ Fourastié J., Les trente glorieuses, Pluriel, Fayard, France, 1979

¹² M. Beaud, Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours, collection Point, Seuil, France, p. 289, 1990.

prometteuses. La phase de repli sur soi des économies nationales touche à sa fin. Les symptômes d'une nouvelle ouverture des marchés se font sentir.

13) Depuis 1970 : la mondialisation de l'économie

Au cours de la période précédente, l'opposition des deux blocs Est et Ouest empêche dans un premier temps la naissance d'un espace économique unique, qu'il soit communiste ou libéral. Chez les occidentaux, le General Agreement on Tariff and Trade (GATT), l'accord général sur les tarifs et le commerce, et le Système Monétaire International sont pourtant mis en place en tant que puissants instruments d'intégration mais ne peuvent pas encore jouer pleinement leur rôle dans un monde bipolaire. En outre, la construction de l'Europe, l'émergence du Japon et les réclamations du Tiers-Monde, s'ajoutant aux tensions Est-Ouest, brouillent une éventuelle vision unique. Pourtant, dans le même temps, les entreprises s'internationalisent, d'abord à partir des Etats-Unis, puis de l'Europe occidentale et enfin de l'Asie orientale du sud-est. Ainsi émergent trois espaces distincts, à la fois concurrents et complémentaires. En marge de cette triade, les pays de l'Est sont marginalisés, les pays les moins avancés sont satellisés.

Après la chute de l'URSS, les Etats-Unis cherchent à imposer le libéralisme au monde. L'accélération de la déréglementation et le désarmement douanier libère les agents microéconomiques qui peuvent alors étendre leurs activités à toute la planète, sans contraintes géographiques ni politiques. On parle dès lors de mondialisation ou de globalisation.

Cependant, le nationalisme économique de l'entre-deux-guerres paraît ressurgir avec la constitution ou la réhabilitation de nombreuses zones régionales de libre échange. La régionalisation de l'économie devenue mondiale peut effectivement constituer un instrument de politique économique. Les gouvernements peuvent ainsi harmoniser leurs politiques dans des domaines qui, avant la globalisation, appartenaient en propre à leur domaine de compétence, comme la législation du travail, les normes de production, la réglementation relative au respect de l'environnement, etc.

Il peut sembler que les phénomènes de mondialisation et de régionalisation s'opposent, puisque le premier est centrifuge, le second est centripète. De plus, la globalisation est un processus microéconomique alors que la régionalisation est un phénomène généralement politique. Or, la régionalisation contribue à renforcer le jeu de la concurrence, et l'intégration régionale des forces microéconomiques

stimule alors la mondialisation. C'est pourquoi régionalisation et mondialisation sont deux processus qui tendent plutôt à se renforcer mutuellement.

La globalisation¹³ désigne un mouvement complexe de déréglementation et d'ouverture des frontières économiques, permettant aux acteurs de l'économie d'étendre leurs activités à l'ensemble de la planète. Ce concept tend à se draper d'une validité historique suite à l'effondrement de l'URSS et à l'apparent triomphe du modèle libéral. Rétréci par l'abaissement du coût des transports et des télécommunications l'espace mondial paraît ne faire qu'un.

La notion de mondialisation regroupe notamment deux phénomènes économiques¹⁴. Le premier phénomène concerne le développement rapide des marchés financiers mondiaux dopés par les nouvelles technologies de l'information et la déréglementation. La globalisation financière a considérablement réduit le pouvoir des gouvernements en matière de politique monétaire et fiscale. Le deuxième phénomène est la mondialisation des activités des entreprises, dans les services et le secteur manufacturier. Comme pour ce qui concerne la globalisation financière, la mondialisation de l'économie réelle a été stimulée par la déréglementation et les nouvelles technologies. La mondialisation renforce la concurrence mais aussi la coopération grâce à des alliances. Cette concurrence mondiale est exacerbée par la globalisation de la demande dans plusieurs secteurs.

Aujourd'hui, on dénombre 37000 entreprises méritant le titre de multinationale. Ces dernières assurent le tiers de la production mondiale, emploient plusieurs dizaines de millions de personnes. Il est intéressant de noter que les cent plus grosses de ces firmes réalisent à elles seules les trois quarts du volume d'affaires des 37000. Les multinationales originaires des Etats-Unis revendiquent 80% des exportations et 50% des importations. Ainsi, les firmes multinationales deviennent des acteurs fondamentaux de l'économie mondiale. Leurs stratégies d'alliance industrielle, technologique et financière les poussent à jouer un rôle de plus en plus important dans ce sens.

A l'issue de la première révolution industrielle, le capitalisme était certes mondial mais organisé et régulé au sein des Etats Nations. Après 1970, cette caractéristique disparaît. Cette mutation du capitalisme industriel a induit l'internationalisation de

¹³ J ;-L. Ferrandéry, Le point sur la mondialisation, Collection major, PUF, France, 162 p.,1996

¹⁴ C. Oman, Globalisation et régionalisation : quels enjeux pour les pays en développement, Etude du centre de développement, OCDE, France, P. 12, 1994.

l'économie. Elle affaiblit le pouvoir de l'Etat Nation dans le domaine économique, en matière de régulation et de contrôle de l'activité économique et renforce de fait le rôle des organisations internationales.

Avec le processus d'internationalisation des firmes, les échanges commerciaux se font de moins en moins entre pays mais beaucoup plus entre établissements d'une même société. Les firmes transnationales contrôlent de plus en plus le commerce international qui échappe alors à l'autorité des Etats Nations. Aujourd'hui, plus du tiers du commerce est réalisé intra-firme. Les alliances stratégiques sont au cœur du processus de mondialisation, puisque les nationalités s'effacent devant la mise en œuvre d'une production mondiale pour des capitaux mondiaux.

Le poids et l'influence des multinationales semblent désormais dépasser les capacités des Etats traditionnels, même les plus importants. Certes, le temps paraît révolu, où une entreprise comme United Fruit imposait ses lois aux républiques bananières d'Amérique centrale. Cependant, ces entreprises sans patrie sont plus discrètes, moins américaines et moins facilement identifiables. Notons que, si les Etats sont placés dans une situation de soumission aux exigences de ces acteurs, ces derniers ont malgré tout besoin des Etats, à la fois comme protecteur et comme porte parole officiel. Ils ne sont donc pas si apatrides que la théorie voudrait le laisser penser.

Quoiqu'il en soit, dans une économie devenue mondiale, les firmes multinationales sont incontestablement les acteurs dominants. Les Etats Nations perdent progressivement leur rôle de régulation et de contrôle de leur économie nationale, et pour l'instant, aucune organisation internationale n'est en mesure de prendre le relais pour assumer ce rôle au niveau mondial. Aussi assiste t'on à un processus de régionalisation de l'économie mondiale par la recherche de niveaux de régulation intermédiaires.

Cette régionalisation donne une nouvelle géographie des interdépendances. Elle découle de plusieurs phénomènes récents qui sont : le déclin apparent de la supériorité économique des Etats-Unis d'après-guerre , le décollage du Japon, et de certaines économies européennes, comme l'Allemagne et la fin du monde bipolaire avec l'implosion de l'URSS. De plus, les années 80 voient l'émergence de regroupements économiques régionaux en Europe, en Amérique du Nord et en Asie du Pacifique. Par ailleurs, la régionalisation est favorisée par la volonté des pays du Tiers Monde de renforcer les liens régionaux entre eux mais aussi avec les puissances industrielles.

L'intégration régionale est renforcée par l'importance des flux d'échanges, d'investissements et parfois de population, et ce même en l'absence d'institutions légales. La régionalisation, politique ou naturelle, renforce la croissance des partenaires, stimule les investissements et les échanges intra-régionaux, donc in fine la globalisation.

Le processus de globalisation a créé de nouvelles interdépendances dans l'économie mondiale. Au delà du phénomène de régionalisation, celles-ci se concrétisent par l'émergence de la Triade Etats-Unis, Europe, Japon. Cependant, les deux géants que sont la Chine et l'Inde se situent à la marge du processus de régionalisation. L'Afrique sub-saharienne quant à elle, reste encore le perdant dans l'économie mondiale, exceptée l'Afrique du Sud.

L'émergence du Japon est un des éléments importants de l'ouverture économique du monde. A l'issue de la Seconde Guerre Mondiale, le Japon est un pays pauvre et détruit, dont le produit national brut par habitant est inférieur à celui du Mexique, de l'Italie et de l'Argentine. Or, dans les années 80, il rejoint les pays industriels les plus avancés. La puissance économique du Japon fait de lui un exportateur de premier plan. Ses exportations vont vers les Etats-Unis pour un tiers et vers l'Europe pour un cinquième. Inversement, ces pays qui exportent peu vers le Japon font ressurgir le protectionnisme¹⁵ et imposent des accords de limitation des exportations japonaises.

L'intégration de l'Europe a été un des moteurs de la globalisation des échanges. Entre le traité instituant la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1951 et le traité de Maastricht en 1992, l'intégration économique a connu plusieurs phases. La Communauté Economique Européenne (CEE) marque la première phase en 1958. La deuxième phase commence en 1968 avec l'abolition des tarifs douaniers dans la CEE. En 1995, la création de l'Union Economique permet la libre circulation des hommes et des capitaux entre les pays membres. Enfin, la quatrième phase commence en 1999 avec la création de la monnaie unique.

Finalement, la chute des économies planifiées socialistes, qui sera décrite plus loin, l'émergence du Japon et la construction européenne ont fait basculer la logique de l'économie mondiale d'un affrontement Est-Ouest à un centre multipolaire.

Jusqu'à présent, l'émergence du Japon et l'intégration Européenne n'ont pas remis en cause l'hégémonie américaine. Malgré un déclin relatif par rapport au Japon et à

¹⁵ J.-M. Siroën, *l'économie mondiale : Anciennes hégémonies, nouvelles puissances*, Cursus, Armand Colin, France, p.133-154, 1993.

l'Europe, les Etats-Unis dominent largement l'économie mondiale. Aujourd'hui, la conjoncture de l'économie mondiale dépend de l'état de santé de l'économie américaine et de la stabilité du dollar. Depuis les années 80, cette dernière s'est organisée autour des trois pôles que sont les Etats-Unis, l'Europe et le Japon : la Triade. A travers les flux commerciaux s'organisent des relations structurantes, des dépendances et des interdépendances. Ainsi les Etats-Unis dominent les échanges commerciaux en direction des deux autres pôles, vers leurs zones d'influence traditionnelles comme le Canada et l'Amérique Latine et enfin vers la zone à fort potentiel qu'est l'Asie. L'Europe entretient des relations privilégiées avec les pays d'Europe de l'Est et l'Asie du sud-est. Les échanges du Japon sont orientés vers l'Asie, les Etats-Unis et l'Europe.

Cette phase de mondialisation de l'économie, par la globalisation des échanges et des réseaux de commerce ou de finance, concerne bien tout le village planétaire. Elle bénéficie pour se développer des fantastiques progrès des nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'économie mondiale s'organise autour de la Triade avec une participation faible mais réelle de l'Inde et de la Chine. Cependant, cette réorganisation ignore complètement l'Afrique sub-saharienne, ce qui limite d'autant tout espoir de développement de cette région.

L'époque actuelle, celle du troisième âge du capitalisme industriel, est finalement marquée par quatre grands traits :

- un processus de mondialisation dont est exclue l'Afrique sub-saharienne ;
- un processus de globalisation marqué par l'essor des nouvelles technologies, par le développement d'une nouvelle organisation industrielle
- l'émergence de nouveaux acteurs, les firmes multinationales et les organisations internationales, mais qui ne sont pas encore en mesure de prendre le relais des Etats Nations dans leur rôle de régulation de l'activité économique
- l'émergence de la triade, Japon, Etats-Unis, Europe, qui restructure l'économie mondiale par un processus de régionalisation.

On peut tenter de synthétiser l'évolution du capitalisme industriel mondial en reprenant une partie des tableaux d'Odile Castel¹⁶.

¹⁶ CASTEL Odile, Histoire des faits économiques, Paris, Dalloz (synthèse +), 1997, pp 241-242.

- **Pays dominants ou puissances industrielles**

	Premier âge (1780-1870)	Deuxième âge (1870-1970)	Troisième âge (1970-200.)
Activités économiques	Agriculture Commerce lointain industrialisation	Industrie	Produits à haute valeur ajoutée Services
Marchés	Extérieurs	Nationaux	Mondiaux
Organisation du travail	Autoritaire paternaliste	Taylorisme fordisme	Toyotisme
Sociétés	Triomphe de la bourgeoisie Société de classes	Emergence d'une classe moyenne Société de consom- mation de masse	Appauvrissement d'une frange de la population (fracture sociale) Société duale
Enseignement	Alphabétisation	Elémentaire	Secondaire et supérieur

- **Pays dominés ou pays en développement**

	Premier âge (1780-1870)	Deuxième âge (1870-1970)	Troisième âge (1970-200.)
Activités économiques	Agriculture	Produits primaires industrialisation	Industrie Secteur informel
Développement	Inexistant	D é p e n d a n t o u autocentré	Interdépendant
sociétés	Société traditionnelle rurale	Société duale urbanisation	Société duale urbaine
Domination économique subie	Imposition du libre échange	Colonisation Impérialisme des capitaux étrangers	Régionalisation Enclaves (Inde-Chine) Marginalisation (PMA)
Conséquences	Déstructuration Echec des tentatives de rattrapage Ruine des protos- industries Ouverture forcée	Acculturation M o d è l e d e développement extraverti (spécialisation dans la production de produits primaires) Dépendance économique, financière et technologique	Eclatement du tiers- monde : émergence des NPI, spécialisation dans la production de produits à faible valeur a j o u t é e (p a y s intermédiaires), renforcement du sous- développement (PMA)
Evolutions par rapport aux puissances industrielles	Résistance au sous- développement Apparition du sous- développement	Développement du sous-développement (augmentation de l'écart de revenu par habitant)	Rattrapage (NPI) Augmentation de l'écart de revenu moyen (pays intermédiaires et PMA)

L'ouverture économique du monde n'aura donc connu qu'une interruption d'une durée de 56 ans. La phase de repli sur soi des économies nationales, mère du protectionnisme et l'interventionnisme a commencé avec la Première Guerre Mondiale, s'est confirmée lors de la crise de 1929 pour durer jusqu'en 1970. Le ralentissement de la croissance observé à partir des années 70 s'est au contraire traduit par un retour en grâce des analyses économiques libérales. Les pays riches, et en premier lieu les Etats-Unis, ont vu dans le libéralisme et le libre échange généralisé un moyen de sortir de leurs difficultés.

2) Après l'échec des économies planifiées, le libéralisme s'impose à l'économie mondiale

A partir de 1973, le monde bascule dans le libéralisme.

La période qui s'ouvre à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale est généralement présentée comme le début d'un mouvement global de libéralisation appelé à s'étendre à toute la planète et à l'ensemble des flux économiques. Un regard plus attentif permet toutefois de distinguer deux périodes bien différentes. Dans une première phase, qui prend fin en 1973 avec le double choc que constitue l'effondrement du système de Bretton Woods et le quadruplement du prix du pétrole, la libéralisation ne touche au plan extérieur que les échanges de biens et de services. Elle se promeut notamment dans les rounds de négociations commerciales multilatérales organisés dans le cadre du GATT et dans le cas de l'Europe, par la mise en place du marché commun. Si la convertibilité des monnaies européennes est rétablie en 1958, le contrôle des changes, autorisé par le statut du Fond Monétaire International (FMI), est la règle et les flux financiers demeurent limités. Au niveau national, la grande vague libérale lancée par l'ère mercantile est enrayée par un mouvement d'institutionnalisation des relations de travail (instauration du salaire minimum, mise en place des conventions collectives, création de la sécurité sociale) et de régulation de la sphère financière (réglementation des activités bancaires, cloisonnement des marchés de capitaux, contrôle du crédit, etc.)

Après l'échec des économies planifiées socialistes, nous étudierons comment le libéralisme s'impose à l'économie mondiale, même si l'Etat est encore très présent aujourd'hui.

21) L'échec des économies planifiées socialistes

Depuis la chute du mur de Berlin, tous les pays de l'Europe de l'Est, sauf la Russie, ont demandé leur rattachement à l'Union Européenne. Or, l'Union exige d'eux qu'ils aient réalisé leur transition vers l'économie de marché et que leur situation économique soit assainie, ce qui demandera encore de nombreuses années. Les relations économiques se sont fortement développées depuis 1989 entre l'Europe Occidentale et l'Europe de l'Est. De plus en plus d'entreprises de l'Union investissent en Europe de l'Est car ses marchés sont plein d'avenir, malgré la baisse

du pouvoir d'achat et la hausse des inégalités et du chômage entraînés par la libéralisation de l'économie.

L'effondrement du bloc soviétique constitue la rupture la plus marquante de la fin du 20^e siècle. En Europe de l'Est, l'implosion des régimes communistes, de Varsovie à Budapest, en passant par Berlin, est suivie en été 1991 par la chute de l'URSS. Dans les années 80, les économies planifiées de l'Est, même si elles n'ont pas réussi à s'intégrer à l'économie mondiale, subissent néanmoins les perturbations du monde, comme les chocs pétroliers ou la crise de la dette qui frappe la Pologne et la Roumanie. En 1989, la Hongrie rétablit le multipartisme, la Pologne connaît son premier gouvernement non communiste de l'après-guerre. En URSS, Gorbatchev ne veut pas intervenir pour freiner l'émancipation démocratique de l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, même dans les pays de l'ex-URSS, l'enjeu n'est plus la réforme mais la transformation du système, c'est à dire le rétablissement d'une économie de marché capitaliste.

Étudions la chute des économies planifiées soviétiques, puis chinoise et enfin Indoue. Il est intéressant d'étudier comment le système économique soviétique s'est effondré. Conformément au modèle marxiste, l'Etat soviétique possède depuis la révolution tous les moyens de production et dirige l'économie par l'intermédiaire de plans qui fixent quantitativement et qualitativement les objectifs de production.

L'accession au pouvoir de Gorbatchev en 1985 marque la fin d'une longue période d'immobilisme sous Brejnev, Andropov, Tchernenko, et inaugure la Perestroïka, ultime tentative pour sauver le régime par une réforme radicale. Les objectifs du onzième plan, 1981 à 1985, sont non seulement en retrait par rapport aux plans précédents mais en plus ne sont pas atteints. Les investissements de base que sont les dépenses d'armement, pèsent très lourd, au détriment de l'investissement de modernisation. Les mesures correctives qui consistent à renforcer la discipline du plan et du travail aggravent la situation. Le seuil de vieillissement continu du capital productif et des infrastructures est désormais franchi.

Gorbatchev sait que la société soviétique doit pouvoir s'exprimer en toute liberté dans un débat critique. L'objectif est d'assouplir la planification centrale, et d'alléger sa tutelle sur les entreprises en obligeant celles-ci à augmenter leur rentabilité.

Au delà de l'aspect historique, deux causes, l'une interne, l'autre externe, expliquent cet effondrement. La cause interne correspond à l'auto-reproduction systématique de l'industrie lourde et à l'incapacité à développer le secteur des biens de consommation

à la hauteur des besoins. La cause externe quant à elle provient de l'impossibilité d'accéder aux nouvelles technologies. La planification n'a pas joué son rôle de répartition des investissements entre secteurs, du fait de l'émergence d'une nomenklatura issue du développement de l'industrie lourde qui avait tout intérêt à l'auto-reproduction. Le modèle stalinien s'est transformé en surproduction structurelle des produits de l'industrie lourde. Le complexe militaro-bureaucratique, défait en Afghanistan, est déconsidéré. Le consommateur, soumis aux privations, ne dispose pas des biens et des services en quantité suffisante. Les entreprises recherchent plus le respect formel des normes que la création de valeur ajoutée ; elles sont inadaptées aux besoins réels et une partie de la production est frauduleusement détournée. Enfin, les travailleurs, insatisfaits comme consommateurs, font semblant de travailler alors qu'on fait semblant de les payer.

Les pays socialistes connaissent donc une quintuple crise : économique, culturelle, politique, fiduciaire et militaire. Lorsque le système s'effondre, ces pays vont mettre en œuvre un processus de transition vers l'économie de marché. Avec l'arrivée de Boris Eltsine en 1991, la privatisation et la libéralisation des prix s'enclenchent et s'accélèrent. Il s'agit alors de mobiliser l'épargne nationale, celle des nouveaux entrepreneurs individuels, des institutions collectives, mais aussi d'attirer les investissements étrangers. L'ouverture vers l'extérieur est en marche, facilitée par l'adoption de taux de change plus réalistes, la renégociation de la dette dans le cadre du Club de Paris et surtout des accords commerciaux avec les pays de l'Union Européenne. Le but est de combler au plus vite le retard des niveaux de vie et la capacité du système de production à satisfaire la demande toujours plus vigoureuse¹⁷. En Europe de l'Est, la chute du communisme aura donc ouvert une période de transition vers l'économie de marché, qui s'est traduit par un mouvement de privatisation d'une ampleur sans précédent. Ainsi, sept ans après les révolutions à l'Est, une grande différence existe entre les bons et les mauvais élèves.

L'analyse du processus de libéralisation du système économique chinois est lui aussi particulièrement instructif.

Le modèle chinois dit « maoïste » est, comme l'ex-URSS, d'inspiration marxiste. Ce système s'inspire bien évidemment du modèle soviétique mais il s'en détache sur plusieurs points fondamentaux. Notamment, contrairement au choix soviétique,

¹⁷ J.-C. Asselain, Précis d'histoire européenne : 19^e-20^e siècle, Collection U, Armand Colin, France, p. 250-251, 1993.

l'agriculture chinoise ne doit pas être sacrifiée à l'industrie mais s'appuyer sur un développement conjoint des deux secteurs. Pour Mao, il faut que « la Chine marche sur ses deux jambes ».

Pendant l'ère maoïste, la Chine se développe de manière autocentrée, en limitant au maximum ses relations économiques avec l'extérieur. Le « grand bond en avant », de 1958 à 1962 avait pour but de faire des communes populaires des autarcies. Ce sera globalement une catastrophe, particulièrement la tentative de sidérurgie et de métallurgie agricole villageoise. Après la mort de Mao en 1976, l'ouverture sur le monde extérieur et la transformation des bases de son système économique semblent le plus court chemin vers la modernisation. Cependant, les effets d'entraînement ne sont pas forcément à la hauteur des difficultés que rencontre la Chine. Dans les années 90, ce pays se caractérise par la cohabitation d'une orthodoxie communiste, avec sa planification centrale et régionale, et d'une économie de marché à tendance capitaliste. Le régime reste communiste mais les terres sont quasiment privatisées, l'entreprise privée peut exister de nouveau, les prix sont progressivement libérés, l'économie chinoise s'ouvre aux capitaux étrangers et au tourisme. Les résultats de ce communisme de marché sont d'ailleurs spectaculaires, même si le contraste entre les zones urbaines et rurales reste saisissant. Avant l'intégration de Hong-Kong, la Chine n'assure que 1,4% des exportations et 2,6% des importations mondiales. Elle est aujourd'hui encore une enclave de l'économie mondiale, mais, classée troisième économie du monde en 1993 avec des taux de croissance voisins de 10% par an, son potentiel économique est énorme. L'ouverture économique de la Chine, la plus dynamique des économies au cours des vingt dernières années, entraîne une ruée des capitaux vers le plus vaste marché potentiel de la planète, la nature du régime politique étant rarement un obstacle sérieux dans la course au profit.

Après quinze ans de pourparlers, la République populaire de Chine est entrée à l'OMC le 11 novembre 2001. Pour Pékin, ce grand pas vers l'Occident démocratique est un choix politique délibéré. Pour le commissaire européen Pascal Lamy, le vélo chinois ne tient debout qu'avec plus de 6% de croissance. L'entrée dans l'OMC lui ouvrira de nouveaux débouchés. Le commissaire européen estime que l'OMC sera renforcé par l'adhésion d'un pays qui pèse 20% de la population mondiale.

Etudions enfin le cas de l'Inde.

De 1947 au début des années 80, influencée et aidée par l'URSS, l'Inde a développé prioritairement l'industrie lourde, secteur pris en charge par l'Etat. Parallèlement, les

grandes entreprises à capitaux privés ont été favorisées par la mise en œuvre d'une politique de protection vis à vis de l'extérieur. Vers la fin des années 70, malgré les inflexions libérales annoncées à plusieurs reprises, la stratégie économique appliquée lors de l'accession à l'indépendance reste la même : les secteurs clés de l'industrie lourde sont réservés au secteur public tandis que l'initiative privée dans l'industrie subit les contrôles bureaucratiques. Le taux d'ouverture aux échanges extérieurs est très faible et les investisseurs étrangers sont confrontés à des conditions dissuasives. En 1980, le programme de stabilisation économique est salué par le FMI. Le sixième plan, de 1980 à 1985, tente une modernisation de l'économie et sa réinsertion internationale. C'est surtout Rajiv Gandhi qui libéralise l'économie. Le protectionnisme est réduit, les contrôles du secteur privé se relâchent et les investissements étrangers sont facilités. La crise de la dette de 1991 montre les limites du modèle économique ancien, mais aussi celles d'une stratégie libérale. Quoiqu'il en soit, en 1991, l'Inde a réellement pris le chemin de l'économie de marché, sonnait ainsi le glas d'une politique protectionniste, suivie au lendemain de son émancipation de la tutelle anglaise. Un certain nombre de mesures confirment l'orientation libérale de l'économie indienne : baisse des subventions, possibilité pour les investisseurs étrangers de détenir la majorité du capital de leur entreprise, suppression du système de licences de fabrication et d'importation et enfin assouplissement du contrôle des changes.

Cependant, aucune réforme de structure n'a été effectivement initiée, et la participation de l'Inde à l'économie mondiale est encore insignifiante. Comme la Chine, le marché gigantesque que représente l'Inde peut être une source de croissance et de dynamisme pour ces pays, s'il saisissent les opportunités et ne les laissent pas à leurs concurrents étrangers.

22) Le libéralisme s'impose à l'économie mondiale

Nous avons vu précédemment l'influence de l'intégration européenne sur la libéralisation de l'économie mondiale. Etudions en quoi le GATT, puis l'OMC, ainsi que le FMI et la Banque Mondiale œuvrent pour l'expansion du libéralisme.

Le GATT, l'accord général sur les tarifs et le commerce signé en 1947 par 23 pays concerne 108 pays en 1992 et a pour but, d'une part d'interdire toute pratique discriminatoire dans le commerce international, d'autre part de réduire les tarifs douaniers entre les pays signataires. Les membres du GATT ont décidé en 1986 en

Uruguay le lancement d'un nouveau cycle de négociation : l'Uruguay round. Celui-ci débute par la constatation d'un retour à des pratiques protectionnistes. Les principaux volets en sont le décloisonnement des échanges et des services ainsi que l'assainissement du commerce agricole, dont les principaux antagonistes sont les Etats-Unis et l'Europe. L'accord final de l'Uruguay round a été ratifié à Marrakech en avril 1994, pour donner naissance en même temps à une nouvelle institution destinée à remplacer le GATT en 1995 : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En matière de services, il est intéressant de noter que si les pays du GATT sont favorables à l'extension des compétences de l'accord international, les pays en voie de développement comme le Brésil et l'Inde ne souhaitent pas du tout les voir étendues, puisque leur industrie de services est encore jeune. De nombreux signes montrent par ailleurs que les dirigeants des pays les plus puissants du monde ne se considèrent pas tenus par des règles allant à l'encontre de leurs intérêts nationaux. Cela est notamment le cas des Etats-Unis qui poursuivent leurs négociations bilatérales en vue d'ouvrir le marché japonais, tout en menaçant l'Europe de mesures de rétorsion dans le domaine audiovisuel, depuis 1994. En 1995, les Etats-Unis agissent de même pour ce qui concerne la fermeture du marché communautaire de la banane, en faisant fi des procédures d'arbitrage et de concertation prévues dans le cadre de l'OMC.

Pour que l'OMC exerce réellement un pouvoir, les états membres devraient se plier sans condition aux décisions multilatérales, ce qui n'est pas acquis à court terme. En revanche, même si l'OMC n'a en réalité ni le contrôle ni le pouvoir de régulation de l'économie de la planète, elle participe indéniablement à la disparition des frontières commerciales. Pour le moment, à l'instar de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le domaine politique, aucune organisation internationale n'a les moyens d'imposer son contrôle sur l'activité économique mondiale.

Parmi les poids lourds du commerce mondial qui adhèrent à l'OMC, il ne manque désormais plus que la Russie, dont 55% des échanges s'effectuent avec l'Union européenne.

Parallèlement à l'action de l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale prônent également le libéralisme au travers de leurs décisions.

Le FMI regroupe plus de 150 pays, mais demeure contrôlé par le groupe des 7, le G7 : Allemagne, Angleterre, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon. Le FMI n'accepte de renflouer la balance des paiements des pays les plus endettés qu'à la

condition que ceux-ci mettent en œuvre des programmes d'ajustement structurel se rapprochant des normes occidentales, donc libérales.

La Banque Mondiale quant à elle, n'accorde généralement son aide qu'aux pays qui ont accepté de suivre les directives du FMI.

Le FMI et la Banque Mondiale ont un rôle important dans le contrôle des économies en développement et de celles qui ont de graves difficultés, comme celles des anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est, Communauté des Etats Indépendants (CEI) et pays de l'ex-URSS ne participant pas à la CEI. Pourtant, ni le FMI ni la Banque Mondiale n'ont de pouvoir face au processus de globalisation et ne sont donc pas en mesure de réguler ni de contrôler l'économie mondiale.

Le FMI et la Banque Mondiale utilisent leur influence pour imposer des réformes qu'elles présentent comme des normes économiques indiscutables. A partir de la fin des années 80, émerge même l'idée qu'un secteur privé puissant, fonctionnant dans une économie libéralisée uniquement encadrée par des institutions indépendantes de tout pouvoir politique, comme une banque centrale par exemple, pouvait être le support d'un libéralisme politique, démocratique. Bien entendu cette vision n'est pas idyllique. D'ailleurs, le résultat n'a pas toujours été à la hauteur des espérances. Sur le plan économique, l'intervention des institutions internationales a souvent permis d'introduire temporairement des critères de bonne gestion économique, comme le contrôle de l'inflation, la limitation des déficits budgétaires et extérieurs. Mais sur le plan structurel, les recettes du FMI et de la Banque Mondiale ont eu des difficultés à promouvoir le développement. Soit les réformes ont été mises en œuvre sans que les économies se diversifient et deviennent plus compétitives, soit elles ont été détournées, à l'image de grandes entreprises d'Etat privatisées et récupérées par les caciques du pouvoir. Sur le plan politique, les avancées réelles vers l'économie de marché n'ont pas empêché les expériences de transitions démocratiques des années 90 de voir souvent le retour ou le maintien autoritaire des anciens dirigeants.

De l'après-guerre aux années 90, les négociations commerciales internationales organisées au sein du GATT puis de l'OMC permettent aux grands pays de faire des concessions réciproques pour favoriser la baisse progressive des tarifs douaniers. Après la création de l'OMC, en 1994, les grands Etats continuent à y négocier des mesures de libéralisation des échanges et des investissements, comme l'a montré la réunion de Doha en novembre 2001. Mais les règles du commerce mondial sont aussi largement produites par l'Organe de Règlement des Différents (ORD) de l'OMC, ou

bien par les juges lorsque ses décisions vont en appel. Face à des litiges mettant en avant des normes sanitaires ou sociales pour s'opposer au commerce de certains produits (OGM, bœuf aux hormones, etc), l'ORD et les juges ont eu tendance à trancher en faveur du libre échange commercial. L'Europe a souvent été victime de ces jugements, mais faute quelquefois d'avoir présenté les arguments minimum nécessaires. Les juges de l'ORD semblaient par exemple prêt à appliquer le principe de précaution dans le cas du bœuf aux hormones, mais n'ont reçu des européens aucune étude scientifique soulignant les risques possibles. L'avenir du libéralisme commercial se joue désormais autant devant les juges que lors des négociations entre Etats.

Sous la pression des Etats-Unis, qui entendent faire valoir leurs avantages comparatifs, les négociations multilatérales menées dans le cadre du GATT puis de l'OMC s'étendent aux secteurs des services et à l'agriculture. En Europe, la hantise d'un déclin industriel face à la concurrence d'un Japon toujours plus compétitif et d'une Amérique revenue à elle même après les déboires des années 70 convainc les gouvernants de la nécessité du marché unique, puis de la monnaie unique.

La vague libérale ne se cantonne évidemment pas au monde développé. Contraints par les programmes d'ajustement dictés par le FMI et la Banque Mondiale, les nations en développement sont amenées à démanteler les dispositifs de protection de leurs industries.

Ainsi, l'intégration Européenne, le GATT puis l'OMC associés au FMI et à la Banque Mondiale, prônent, au travers de l'ensemble de leurs décisions et recommandations, la marche vers le libéralisme planétaire.

23) L'Etat est encore très présent

Le fait que l'Etat soit en recul au profit des marchés est une idée qui fait consensus aujourd'hui. Bien évidemment, cette thèse mérite d'être discutée. La première raison est que le libéralisme est aussi un projet politique voulu par les grands Etats. Ensuite, remarquons que les prélèvements obligatoires n'ont cessé de s'accroître au cours des dix dernières années, y compris dans les pays réputés comme les plus libéraux.

Voyons en quoi l'Etat est encore très présent aujourd'hui.

Nous avons vu que le libéralisme économique a repris de sa vigueur dans le dernier quart du 20^e siècle. Ce libéralisme se traduit par la progression du rôle des multinationales, la libéralisation du commerce mondial, l'ouverture aux grands vents

de la finance mondialisée, les déréglementations, les privatisations, les réformes libérales imposées par le FMI et la Banque Mondiale etc. Ce libéralisme nouveau a tendance à laminer le politique, détruire les Etats et cherche à jeter aux oubliettes cette vérité élémentaire qu'une « économie mondiale découplée du politique est illusoire », pour reprendre les termes du sociologue allemand Ulrich Beck.

Dans cette appréciation, il faut faire la part du constat et celle de l'analyse. Les règles du jeu de la mondialisation économique qui se sont imposées au cours des dernières décennies sont clairement d'inspiration libérale. Elles ont sans aucun doute renforcé le pouvoir politique des acteurs privés et leur capacité à écrire des règles de fonctionnement de l'économie qui leur conviennent. Mais, comme l'indique Pierre Jacquet, « le libéralisme n'est pas forcément un état naturel de l'économie ». Les Etats ont largement été les instigateurs de cette évolution. La sociologue américaine Saskia Sassen a ainsi montré comment, aux Etats-Unis, « l'Etat a fait passer un certain nombre de mesures pendant ces trente dernières années, qui se sont progressivement agrégées pour constituer une sorte d'architecture technique de la mondialisation ».

Au Nord comme au Sud, le libéralisme mis en œuvre est loin de correspondre à la primauté des règles du jeu des marchés. « Les Etats-Unis et l'Europe subventionnent leur agriculture, tous limitent l'immigration, demandent des délais pour libéraliser leurs importations et les pays les plus ouverts sont ceux qui redistribuent le plus par l'entremise des dépenses sociales. Les Etats multiplient les interventions pour donner des avantages concurrentiels à leurs entreprises dans la compétition mondiale », remarque Jean Coussy. Ce dernier précise également combien les pays émergents d'Asie ont tordu le modèle libéral pour se développer.

Dans les pays en relation avec le FMI et la Banque Mondiale, soit les politiques libérales demandées n'ont pas été mises en pratique, soit elles ont été détournées par les élites au pouvoir. De leur côté, les entreprises privées contribuent également à ce que l'image idéalisée de libre jeu des forces du marché ne soit pratiquement jamais réalisée. La concurrence appelle la concentration des capitaux, la recherche de positions de monopole, quand ce n'est pas la formation de cartels. Elle incite également les acteurs privés à faire appel à la protection des Etats, à qui ils demandent de payer les dégâts en cas de coup dur et d'assurer la pérennité du système.

Certes, la concurrence s'est accrue, les privatisations ont bien eu lieu, l'ouverture aux échanges extérieurs a progressé, les inégalités sont plus fortes etc. Mais ces mesures et leurs résultats, qui puisent leur justification politique dans le corpus libéral, n'en provoquent pas pour autant la fin du politique. La première raison est que les Etats restent des acteurs très présents, la seconde qu'ils ne sont pas libéraux dans tous les domaines. Par ailleurs les entrepreneurs privés sont eux aussi loin d'être tous libéraux, parce que le marché est réinventé à chaque fois qu'il s'installe dans une partie du monde, qu'il prend des formes différentes qui s'inscrivent dans les trajectoires historiques locales et parce que le libéralisme, quand il donne l'impression de progresser, fait l'objet d'une contestation politique qui contribue là encore à l'aménager. Le marché et le libéralisme ne méritent ni les louanges, ni le rejet violent dont ils font l'objet. En outre, les représentations imaginées qui les suscitent ne correspondent pas à sa réalité.

Dans la seconde moitié des années 90, le ton va changer. L'échec reconnu de l'aide publique au développement, la crise asiatique et la banque route du fond spéculatif américain LTCM qui a failli emporter le système financier international, ont montré aux dirigeants des pays riches et des institutions internationales que le marché avait besoin d'être surveillé pour bien fonctionner.

La Banque Mondiale, puis le FMI vont redécouvrir le charme de l'intervention publique. En matière d'aide au développement, si l'évolution des économies en faveur d'un fonctionnement plus libéral reste l'objectif prioritaire, la nécessité d'un consensus politique en faveur de réformes adaptées à chaque situation nationale est désormais mise en avant. L'existence d'un Etat à même de prendre les décisions à long terme, de les faire légitimer et de les mettre en œuvre est maintenant reconnue comme un atout favorisant le développement.

Dans le domaine de la finance internationale, les nombreuses crises dont ont été victimes les pays émergents ont conduit le FMI à reconnaître que la libéralisation des systèmes financiers n'était pas bonne en elle-même et qu'elle ne pouvait réussir que par des transformations progressives permettant aux banques locales de se familiariser avec un environnement plus compétitif et plus incertain.

Ce changement se note également dans le domaine idéologique. Sous la pression des constats évoqués ci-dessus et de celle de la rue, menée par la mobilisation croissante des mouvements qui s'opposent à la mondialisation libérale, les dirigeants politiques ont abordé un autre ton, plus favorable au rôle de l'Etat, que les événements du 11

septembre 2001 ont renforcé. Même les économistes libéraux réfléchissent aujourd'hui au meilleur moyen de faire fonctionner un libéralisme avec des institutions. La foi des institutions internationales dans les vertus du libéralisme économique est désormais un peu plus nuancée. Mais elle est encore très présente.

Conclusion

Plusieurs évènements importants de l'histoire récente prouvent que le libéralisme a énormément progressé dans le monde. La chute des régimes soviétiques, le dynamisme retrouvé des économies soignées grâce aux réformes inspirées par les libéraux et enfin la crise ouverte du capitalisme organisé comme celui du Japon sont des preuves incontestables de cette évolution. Le libéralisme s'apparente ainsi à la dernière idéologie internationaliste qui triomphe sur la planète.

Pour autant, le libéralisme n'en est pas moins porteur de risques. L'historien Ferdinand Braudel avait fondé la notion de « contre marché » pour désigner les zones de l'économie qui échappent au contrôle à la fois des Etats et des marchés, là où règne la non gouvernance. Le contre marché de la finance est un exemple explicite. Il se caractérise notamment par l'impossibilité de connaître le montant de l'argent qui circule dans le monde ; ce qui rend l'exercice de la politique monétaire complexe. On constate aussi, y compris pour les établissements financiers, l'impossibilité de mesurer et de contrôler le niveau des risques qui sont pris.

La crise des pays asiatiques de 1997, d'abord interprétée comme l'expression de leur retard par rapport aux normes de la gouvernance moderne, s'est propagée ensuite à la Russie, à l'Amérique Latine, à la Turquie. Aux Etats-Unis, l'euphorie suscitée par la nouvelle économie a débouché en 2001 sur une récession, aussi inattendue que profonde pour les libéraux¹⁸ : déréglementation, décentralisation, et privatisation ne semblent pas être une garantie de stabilité du régime de croissance induit par la conjonction d'une vague d'innovations liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'une vigoureuse libéralisation financière.

Les décisions du gouvernement américain après le 11 septembre sont venues rappeler que l'idéologie libérale est soluble dans le pragmatisme lorsque la sécurité et la cohésion de la société sont en jeu¹⁹. Les limites de l'assurance privée amènent à reconnaître le principe de solidarité qui s'exprime à travers le budget national. Face à des incertitudes majeures, pour ne pas dire radicales, les autorités publiques

¹⁸ Dominique Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Flammarion 2001.

¹⁹ Robert Boyer, *l'après consensus de Washington : institutionnaliste et systématique ?*, Presses de Sciences Po, p 13-56, 2001

retrouvent leur rôle déterminant de formation des vues sur l'avenir, prérogative dont les marchés s'étaient précédemment attribué l'exclusivité.

Le libéralisme sera pragmatique ou ne sera pas, car il rencontrera alors sur sa route les pires ennemis.

TABLE DES MATIERES

FICHE DE PRESENTATION.....	2
SOMMAIRE	3
INTRODUCTION	4
1) L'OUVERTURE ECONOMIQUE DU MONDE N'A ETE INTERROMPUE QUE PENDANT 56 ANS	5
11) 1800-1914 : L'OUVERTURE ECONOMIQUE DU MONDE.....	5
12) 1914-1960 : LE REPLI SUR SOI DES ECONOMIES NATIONALES	11
13) DEPUIS 1970 : LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE	15
2) APRES L'ECHEC DES ECONOMIES PLANIFIEES, LE LIBERALISME S'IMPOSE A L'ECONOMIE MONDIALE	22
21) L'ECHEC DES ECONOMIES PLANIFIEES SOCIALISTES	22
22) LE LIBERALISME S'IMPOSE A L'ECONOMIE MONDIALE.....	26
23) L'ETAT EST ENCORE TRES PRESENT	29
CONCLUSION	33
BIBLIOGRAPHIE	36
LISTE DES SITES ELECTRONIQUES	37

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIS, Maurice : La mondialisation, Clément Juglar, 1999
- BAYART, J.-F, La réinvention du capitalisme, Karthala, 1994
- BEAUD, M : Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours, Seuil, France, 1990
- CASTEL, Odile : Histoire des faits économiques, Synthèse plus, Sirey, France, 1998
- BAIROCH Paul, Mythes et paradoxes de l'histoire économique, Poche, La découverte, 1999
- Histoire de la pensée économique : les fondateurs, Synthèse plus, Sirey, France, 1988
- FORRESTER Viviane : L'horreur économique, FAYARD, 1996
- FREMY Dominique et Michèle, QUID 1999, Robert Laffont, France, 1999
- FREMY Dominique et Michèle, QUID 2001, Robert Laffont, France, 2001
- HENOCHSBERG Michel, La place du marché, Denoël, 2001
- Revue Tiers Monde n° 157 : Le libéralisme en question, Puf, janvier – mars 1999
- MINC Alain : La mondialisation heureuse, Plon, 1997
- MIQUEL Pierre : Histoire du monde contemporain, Fayard, 1991
- MONTBRIAL Thierry, RAMSES 1999, Dunod, France, 1998
- MONTBRIAL Thierry, RAMSES 2001, Dunod, France, 2000
- SIROËN J.-M, L'économie mondiale : anciennes hégémonies, nouvelles puissances, Cursus, Armand Colin, France, 1994

Liste des sites électroniques

www.chez.com/bibelec

www.conscience-politique.org/economie

www.etatsgeneraux.org/economie

www.geoscopie.com

www.liberation.fr

www.monde-diplomatique.fr

www.pluriel.free.fr

www.sepeg-intl.fr

www.stoessel.ch